

Le rôle des marocains résidants à l'étranger dans la promotion du développement et de la citoyenneté

Les migrants, que ce soit par le biais de mouvements sociaux organisés, d'associations, partis politiques . . . sont sensés participer dans la gestion des affaires publiques locales de leurs sociétés d'origine. Une participation qui les implique, par la force des choses, dans tous les champs de cette gestion, même **le politique**.

Constituant un prolongement du sujet du mémoire pour l'obtention du master en migrations et développement durable et qui traitait de **l'acteur associatif dans la gestion des affaires publiques locales**.

Et s'inscrivant dans le cadre de la spécialité du dit master, qui articule deux thématiques : la migration et le développement durable,

Nous avons projeté d'intituler notre thèse : **le rôle des marocains résidants à l'étranger dans la promotion du développement et de la citoyenneté – le cas de Tinjdad-** située au sud oriental du Maroc.

La relation entre migration et développement n'est plus substance de débat. Elle relève de l'évidence même pour les praticiens du développement. Les émigrés sont de plus en plus intégrés dans des dynamiques du développement de leurs pays d'origine. Etant forts de leur connaissance des deux territoires et de leurs nombreux réseaux. Au-delà de leur seule dimension financière, les apports de la communauté migrante constituent en réalité de puissants leviers de redressement économique dans des projets locaux, se traduisant par des initiatives innovantes, contribuant à l'enrichissement du pays d'origine. Ainsi, l'émigré est devenu une partie prenante ; un acteur, et non des moindres, du développement territorial. Pour faire de cette association entre migration et développement un véritable enjeu de gouvernance.

La gouvernance ce « concept valise » est devenu un vocable des plus utilisés. Sur sa définition les réflexions et même les débats continuent encore. Néanmoins, possible, est la délimitation des aspects, du champ sémantique, qui le couvrent, car le terme perd en signification ce qu'il gagne en extension : la gouvernance peut se présenter comme la description des opérations ;

des liens et des articulations qui caractérisent la relation entre les différents acteurs qui participent dans le processus de la prise de la décision.

Actuellement le développement ; le non-développement ou le mal-développement d'un territoire donné est devenu relatif plus à une « mauvaise gestion » qu'à une pénurie en ressources naturelles. Ce qui oblige à repenser cette gouvernance locale qualifiée de « bonne » ou de « démocratique »... Devenue une priorité dans les discours scientifiques ; politiques ; sociaux et économiques, elle est d'un intérêt théorique et politique pour les uns, mais elle requiert un intérêt vital pour la majorité. Etant en étroite relation avec la pauvreté ; l'instabilité géopolitique ; l'augmentation du danger du terrorisme ; la manque à gagner en moralisation de la vie publique ; les crises économiques et financières jamais précédées.

De ce fait, ces fléaux et ces dysfonctionnements illustrent la nécessité de se développer vers un modèle de gouvernance citoyenne, prenant en considération l'intérêt général de la communauté.

Dans cette thèse, nous avons dans le dessin d'apposer ceci à l'espace de Tinejdad, une zone géographique composée d'une commune urbaine et de deux communes rurales, située au sud oriental du Maroc, la présentation de cet espace, aussi bien que les raisons de notre choix feront l'objet d'un chapitre de l'étude.

Ce qui nous a interpellés en premier lieu, c'est l'inadaptation flagrante entre les efforts déployés par les composantes citoyennes de la région, les MRE en premier lieu, en matière de développement territorial et les résultats atteints. Un grand écart entre l'escompté et le réalisé.

Démesuré pareillement, l'écart entre la cadre référentiel juridique, institutionnel ; théorique et même technique de l'implication et la participation du citoyen dans la gestion des affaires publiques locales d'une part et la réalité des faits de l'autre.

Pour aboutir à la problématique suivante : **A quoi est-elle due, cette inadaptation décelée entre les efforts déployés par le citoyen pour atteindre un niveau de développement local et les résultats atteints ? A quoi est-il dû cet écart entre le cadre référentiel de la participation des citoyens au développement local et la réalité de cette implication?**

Nous avons adopté, pour l'abord de cette problématique, des **hypothèses-questions** qui vont constituer le fil conducteur de notre travail :

Que pourrait être, donc, la raison ou les raisons de ce « mal-développement » perçu à Tinejdad, en dépit des dynamiques actives sur place ? :

Hypothèses-questions :

- ❖ Est-ce un problème de projets montés, non-montés ou mal-montés ? Et donc un problème de **savoir-faire** ?

- ❖ Est-ce un problème d'évidence de maîtrise d'ouvrage, de précision d'organigramme et de formalisation et concertation sur les mécanismes de prise de décision, le politique constituant l'antichambre de l'économie ? Et donc un problème pour le citoyen en général et l'émigré en particulier, de **pouvoir-faire** ?

- ❖ Est-ce un problème de communication et de mobilisation de ce citoyen-acteur, autour de cette thématique du développement ? Et donc un problème de **vouloir/devoir faire** ?

Notre projet, prévoit l'appréhension du cadre théorique des concepts tels que : le développement, la gouvernance, la citoyenneté.... De les décortiquer en critères et indicateurs chiffrables (développement) ou en facteurs de mobilisation (citoyenneté), ceci afin de rendre palpable l'approche comparative pivot de notre volet empirique de la thèse.